L'ABEILLE.

PUBLIÉE ET EDITÉE TOUS LES JOURS PAR JEAN MAYER.

LUNDI, (MATIN) 7 MAI 1832.

GOUVERNEUR.
J. B. DAWSON.

INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 7 mai.

Un accident arrivé à notre forme, qui a été en partie brisée par la négligence de nos ouvriers, nous met dans l'impossibilité de publier l'Abeille ce dernier. Grâce à l'activité que nous avons mise à y remédier à cet accident, en profitant de la journée de dimanche, nos abonnés n'éprouveront pas un long retard dans l'arrivée de notre feuille.

Le courrier du Nord arrivé samedi et hier, n'apporte rien d'intéressant. Il n'y a pas eu de nouveaux arrivages d'Europe, et les nouvelles déjà connues sont peu importantes.

Dans la séance de lundi dernier, 30 avril, 1832, du comité des terres publiques, fut un rapport sur la cession d'accorder à l'Etat de la Louisiane 5 pour cent des ventes des terres du gouvernement, et à donner lecture d'un bill à ce sujet, lequel a été adopté sans modification.

Dans la dernière séance du conseil de ville, le comité chargé de s'occuper de la proposition de M. Christy, pour le pavage de la ville, a présenté son rapport, appuyé des résolutions suivantes. Il a été soumis à la décision même question aussi importante a éprouvé quelque retard.

Le comité nommé pour s'enquérir des propositions de Wm. Christy sur le pavage, demande à nous soumettre les résolutions suivantes :

Signé J. LALLANDE, rapporteur.

JOSEPH A. BALDWIN.

Il a été résolu que le Maire est et demeure autorisé à conclure avec M. Wm. Christy pour le terme de mille arrérages des rues de la ville, à raison de trois piastres et demie par chaque verge carrée ; sous les conditions suivantes :

1. Le contracteur s'engagera à ne pas paver moins de cent mille verges carrées par an.

2. Le pavage sera fait en pierres plates placées de champ ; lesquelles auront une épaisseur qui ne pourra être moindre de deux pouces et demi, ni plus de huit pouces, une profondeur de non moins de dix pouces, une largeur de non moins de dix pouces.

3. Le contracteur fournira et placera les bordures de pierres à raison de quatre vingts sous par pied courant.

4. Le contracteur recevra les rues dont le pavage devra être ordonné, dans la situation dans laquelle elles se trouveront alors, et il s'obligera à faire tous les travaux de fouille, de nivellement, de pavage, &c.

5. La terre qui sera enlevée des rues à l'effet de placer le pavage, appartiendra au contracteur. La Corporation, aura toujours le privilège de lui acheter la dite terre à raison de vingt cinq sous par chaque pleine charretée, mesurée par deux chevaux, ce qui est égal à trente sous par charretée ordinaire ; et le charroi de la dite terre sera aux frais du contracteur ou effectué par ses charretes.

6. L'ouvrage sera payé à mesure qu'il en sera fait, excepté pour une somme de dix mille piastres, dans le cas, le comité de pavage, sur l'avis qui lui en sera donné par le contracteur, devra procéder immédiatement avec l'assistance du Voyer de la ville à l'inspection du dit pavage, et il devra recevoir ou rejeter le dit pavage.

7. Le dit pavage devra être exécuté sous la surveillance immédiate du voyer de la ville.

8. Le Maire est et demeure autorisé à émettre des billets de la corporation au montant de cinquante mille piastres payables le 1er. décembre 1833, pourvu que le contracteur fournisse bonne et valable caution acceptable par le conseil de ville.

9. Le montant des dits billets devra être déduit de l'ouvrage fait dans les derniers six mois de la dite année 1833.

10. Au cas où le dit contracteur n'exécuterait pas dans le courant de l'année 1833, une quantité suffisante d'ouvrage pour couvrir le montant des billets avancés comme il est dit ci-dessus; lui et ses cautions s'engagent à payer à la Corporation dix pour cent de dommages sur le montant pour lequel le pavage ne se trouve pas effectué.

11. Bien entendu cependant que les paiemens à faire au contracteur ne devront pas excéder cinquante mille piastres au comptant pour les premiers six mois. Le reste devant être mis en réserve pour être appliqué aux billets de la corporation qui seront émis en faveur du contracteur ainsi qu'il est prescrit par l'article 6.

12. Bien entendu cependant que le dit contracteur devra achever la moitié de l'ouvrage pour l'année, dans la première moitié de la dite année.

La ligne de paquebots va être établi entre Boston et Liverpool. On vient de lancer tout récemment le premier, à Milford ; c'est un navire de 430 tonneaux, qui sera commandé par le capitaine Hesrick. On parlait il y a quelque temps d'établir des paquebots entre notre port, Liverpool et le Havre, mais il paraît qu'il n'en est plus question.

Le *Messenger* de Galignani, journal de Paris, annonce qu'on vient de découvrir à Altona, le moyen de construire un navire qui ne sera mû que par la force des vagues ; ce journal ajoute, (ce que nous croyons sans peine,) que cette découverte a excité beaucoup d'intérêt. D'après le plan adopté, le navire pourra marcher directement contre le vent. Cette nouvelle force motrice est, dit-on, supérieure à la vapeur.

EXTÉRIEUR.

FRANCE.

PARIS, 8 mars.

La protestation du saint-père, dont on a parlé hier à la Chambre, est arrivée à Paris.

Elle consiste en une note adressée le 25 février, par le cardinal Bernetti, à notre ambassadeur à Rome. Dans cette note, le saint-père se plaint de la violation du territoire faite en pleine paix et au mépris du droit des gens, et témoigne qu'il a trop de confiance dans la loyauté du roi des Français pour penser que de telles faits ne soient pas contraires à ses ordres.

Enfin après le rapport qui lui a été adressé le 21 février, une colonne française, composée de trois bâtimens, a été débarquer quelques milles d'Ancône. Le capitaine du port a annoncé à l'amiral de la flotte dans une chaloupe pour lui faire des offres de politesse d'usage entre nations amies. Le commandant a remercié et répondu qu'il s'acquitterait le lendemain de la visite. En effet, la flotte est approchée le 22. Le commandant a envoyé à terre pour annoncer au gouverneur l'intention de lui rendre sa visite dans la matinée du lendemain 23 et pour régler les saluts d'étiquette entre les pavillons respectifs. Il fut convenu donc à Ancône à cette visite amicale pour le lendemain, lorsque dans la nuit du 22 au 23, à trois heures du matin, les troupes françaises ont débarqué sur la plage, ont marché droit à la ville et de là à la citadelle.

Les portes qui étaient fermées ont été enfoncées à coups de hache.

Un bataillon s'est porté à la demeure du commandant Lazzarini; le piquet qui était de garde à sa porte a été désarmé et fait prisonnier. Le colonel Combe, accompagné de quelques officiers, est monté à l'appartement du commandant Lazzarini, et lui a enjoint de signer l'ordre aux troupes pontificales de remettre tous les postes militaires aux troupes françaises, le cas échéant, en cas de refus, de le faire prisonnier de guerre. Le commandant Lazzarini a répondu qu'il n'avait ni ordres ni instructions de sa cour à ce sujet, et, sur son refus positif et réitéré, il a été fait prisonnier avec toute sa troupe.

Alors on s'est porté à la demeure du prolégat dans le même objet. Il a fait le même refus, et a expédié un courrier à Rome pour rendre compte.

Il faut remarquer que l'un des trois bâtimens de l'expédition était arrivé depuis peu de jours d'Alger à Ancône, où il n'avait pas eu le temps de purger sa quarantaine.

En conséquence le cardinal Cernetti renouvelle ses plaintes de la violation du territoire à main armée et de l'occupation par elles et par violence d'un pays ami ; il proteste qui de droit responsable des conséquences qui pourront résulter pour l'Italie de la visite des lois sanitaires, et demande une réparation et satisfaction immédiate du ministère pontifical.

Le jour même où la nouvelle des événemens est arrivée à Rome, M. de Cubières y arrivait lui-même de Civita-Vecchia. Il a demandé une audience à S. S. qui lui a refusée. (*Gazettede France.*)

TERREUR APOSTOLIQUE EN ITALIE.

Voici l'édit sur l'inquisition et la publication du cardinal Giustiniani contre les libres-penseurs, que nous avons annoncés à la suite de notre correspondance italienne d'hier. Nous rappelons que toutes les dispositions de ces deux pièces se trouvent maintenues par celle de mars du 5 novembre dernier sur les réformes [illegible]. Nous saurons bientôt si c'est pour aider [illegible] à mûrir par l'attention rigoureuse de ces AMÉLIORATIONS qu'il a ministère Périer a envoyé des soldats français dans les états romains et fait arborer le drapeau tricolore sur la citadelle d'Ancône.

Il faut qu'on vie un peu le beau régime que le ministère du 13 mars prétend faire vivre en Italie.

(*National.*)

EDIT GÉNÉRAL DU SAINT-OFFICE.

Nous, frère Ange Dominique Ancarini, de Fazen, de l'ordre des prédicateurs, maître de sacrée théologie, inquisiteur-général de la province de Romagne, et spécialement dans les villes et diocèses de Faenza, Ravenne, Forli, Cesène, Imola, Cervia, Bertinoro, Sarsina, Lugo, Bagnacavallo, et autres lieux annexés et habituels, spécialement délégué par le saint-siège apostolique contre la perversité (*pravité*) hérétique.

Désirant, comme l'exige la charge que nous impose ce saint office, que la très sainte foi catholique (sans laquelle il est impossible de plaire à Dieu ainsi l'a écrit l'apôtre saint Paul aux Hébreux, chap. X) se conserve pure et sans tache, et à l'abri de toute contagion hérétique dans notre juridiction, qui nous a été concédée par l'autorité apostolique, nous, en vertu d'une sainte obéissance, sous peine d'excommunication (*de latæ sententiæ*) et AUTRES PEINES INFLIGÉES par les saints canons, décrets, constitutions et bulles des souverains pontifes, (1) ordonnons à tous et chaque personne de notre juridiction de toute classe, état, profession ou dignité, tant ecclésiastique que séculière, de révéler judiciairement, dans le terme d'un mois à nous, à nos vicaires ou aux évêques (*ordinaj*) des lieux respectifs, quels sont ceux et chacun de ceux, à leur connaissance, qui sont hérétiques, ou suspects ou diffamés pour cause d'hérésie, ou fauteurs, ou défenseurs, ou qui ont adhéré, ou fait adhérer, ou adhèrent, ou feraient adhérer aux rites des juifs ou des mahométans, ou des gentils, ou qui ont apostasié la sainte foi catholique, ou qui ont invoqué ou invoquent d'une manière quelconque, expressement ou *tacitement*, le démon, ou qui ont accordé ou accordent au démon, de quelque manière que ce soit, quelque culte d'honneur; ou ont pris part, ou sont initiés, ou se font initier à des sorcelleries de magie, nécromancie, enchantemens, maléfices ou autres actions superstitieuses, principale avec abus des sacremens, des choses sacrées ou autres prohibées; qui, n'étant pas prêtres, en ont usurpé avec sacrilége les droits en célébrant la sainte messe, ou s'est arrogé le droit d'administrer le sacrement de pénitence aux fidèles de Christ;

Qui ont formé ou tenu ou tiennent des clubs ou réunions secrètes au préjudice ou au mépris de la religion catholique;

Qui ont proféré ou proféreront des blasphèmes hérétiques contre Dieu bénit et les saints et particulièrement contre la très-sainte vierge, ou qui leur ont commis quelque acte d'offense ou d'outrage contre les saintes images;

Qui, malgré le vœu solennellement fait dans une religion quelconque approuvée, ou après avoir reçu les ordres sacrés, ont contracté ou contractent ou tentent de contracter mariage;

Qui, du vivant de leur première épouse, en prennent une second, ou celle qui, ayant leur premier époux, en prennent un second, ou ont tenté ou tentent de le faire;

Qui, spécialement contre la bulle de Grégoire XIII, laquelle commence *cupiens judæorum*, &c., ont exercé ou empêchent un hébreux devenu infidèle de se faire chrétien.

Qui ont empêché ou empêchent l'office de la sainte inquisition, qui ont, d'une manière quelconque, offensé, menacé, offensent ou menacent par eux-mêmes ou par autrui, de quelque manière que ce soit, dans sa personne, dans son honneur, dans ses propriétés, ou tout autrement, un ministre, un officier, un ministre, un dénonciateur ou un témoin du saint office;

Qui qui ou par le passé, ou ont présentement chez eux, ou chez autrui, des écrits qui contiennent de hérésies ou des livres d'hérétiques, lesquels traitent de religion, sans l'autorisation du saint siège apostolique ou qui les ont lus, tenus, imprimés, protégés, ou lisent, tiennent, impriment, font imprimer, et protégent, sous quelque prétexte que ce soit des livres de nécromancie, de magie, d'enchantemens, de sortilége ou superstitions semblables, principalement avec abus des sacremens, choses sacrées, ou qui appartiennent aux sacremens.

Déclarant que, par l'expression susdite des cas par nous spécifiés comme dessus, nous n'excluons par les autres ces appartenant au saint office et qui sont compris dans les sacrés canons, décrets, constitutions et bulles des souverains pontifes, et que même, passé le terme du mois assigné ci dessus l'obligation de révéler et dénoncer sous les mêmes peines dure toujours, jusqu'à ce que la personne informée ait effectivement révélé et dénoncé.

Et, ne pourront être absous par personne de ladite excommunication, *di-lata sententia*, non plus que des peines encourues, ceux qui n'auraient pas obéi à notre édit et satisfait à leur devoir, en dénonçant juridiquement les hérétiques, et ceux qui sont soupçonnés d'hérésie, ainsi que tous autres coupables des crimes susénoncés, soit au saint-office, soit à l'évêque (*ordinario*), comme il est dit ci-dessus.

Nous donnons avis que ne satisferont pas et ne doivent pas être considérés comme ayant satisfait à nos préceptes ceux qui, d'une manière ingénieuse comme par exemple, avec des billets ou des lettres anonymes (dont on ne fait aucun cas au saint-office), prétendraient révéler les coupables ; nous rappelons à tous les révérends confesseurs l'obligation qui leur est imposée d'enjoindre expressément à leurs pénitens de faire les dénonciations dans tous les cas précités, les assurant pour ce fait que les dénonciations seront pour toujours indubitablement tenues très secrètes, tant par nous que par nos vicaires, et en outre qu'il seront de la foi ; cependant, comme nous ne voulons la connaissance de personne, mais seulement le salut des âmes, et comme nous désirons retirer les brebis égarées au bercail de Christ, plutôt par la douceur que par la sévérité, nous invitons, dans les entrailles du Seigneur, toute personne qui serait tombée dans les erreurs susdites, ou dans l'une de celles qui sont du ressort du saint office, à comparaître de son propre mouvement, avant d'être dénoncée par autrui, et à faire juridiquement, de bon cœur, une pleine confession de ses erreurs et de celles de ses complices, respectivement, pour jouir du grand privilége qui est ordinairement accordé aux mêmes fortement défendus, dans l'occasion, selon la teneur de la redoutable bulle de la S. M. de S. Pie V. *Si de protendis.*

Et, par ce que le démon, pour empêcher un acte si pieux et si saint, qui tend à défendre l'honneur de Dieu et la candeur de la sainte foi, cherche à graver dans les cœurs de ceux qui sont obligés de dénoncer qu'en agissant ainsi, ils seront traités d'accusateurs et d'espions, indignes de la bonne et honnête société (*detestabilis conversationi honorate*), nous exhortons tous les fidèles de Christ à mépriser ces erreurs diaboliques en se rappelant les paroles de Christ même dans Saint Mathieu, chap. VI: *Non potestis deo servire et mamonæ* ; nous les engageons aussi à considérer qu'il ne convient pas de lier (*illaqueare*) l'âme avec les excommunications, et de se rendre ennemi de Dieu pour plaire aux hommes dérégles du monde ; ils doivent penser encore qu'ils acquerront auprès des bons chrétiens, craignant Dieu, le nom de vrais adorateurs de Christ, zélés pour l'honneur de Dieu, et de défenseurs à ceux qui comparaissent au Forum de la sainte inquisition, quand ils ne sont pas prévenus ni dénoncés.

AUTRES GRANDES DÉFENSES *qui doivent être inviolablement observés.*

En outre, nous ordonnons et nous commandons à toute personne, quels que soient son rang, sa condition ou sa profession, et sous peine d'excommunication, au profit des établissemens pieux, de n'imprimer, faire imprimer aucun livre ou écriture (excepté pourtant les édits et notifications, bans, réglemens, etc., des tribunaux (*curiæ*) qui ne sont pas contraires aux règles de l'index) sans notre permission ou celle de nos vicaires ; même après que ces choses auraient été imprimées, nous défendons de les publier ou faire publier en tout ou en partie, avant d'avoir porté ou fait porter au saint-office une copie fidèle de l'ouvrage imprimé, avec l'original, qui doit être conservé dans les archives du saint-office, et qui devra encore obtenir *par écrit* la permission du publicateur, conformément aux règles de l'index susdit.

Et, rappelant la disposition des souverains pontifes, et particulièrement du pape Clément VIII et de Grégoire XV, nous commandons, sous les mêmes peines, qu'on ne publie, ni que l'on ne vende de livres, sans notre permission ou celle de nos vicaires. Nous permettons cependant la libre entrée et sortie, pour ce qui nous concerne, des livres qui sont portés par les voyageurs pour leur usage, pourvu que la liste de ces livres ait reçu le visa des inquisiteurs des lieux d'où ils viennent, ou celui des délégués de ces inquisiteurs.

Adhérant en outre aux ordres, décrets et édits respectivement faits et publiés par le tribunal suprême du saint office Rome, et qui portent la même peine d'une amende ; nous ordonnons et nous commandons que nul n'use transgresser les ordre, décrets, constitutions et bulles pontificales qui, défendent aux israélites et aux chrétiens certains commerces particuliers entre eux ; comme de dormir, manger, jouer, danser, se déguiser ensemble, et aussi ensemble les uns dans les cafés des autres; qui défendent également aux chrétiens d'aller, et aux juifs de les introduire dans les cérémonies juives, synagogues, lectures, prédications, offices, mariages, naissances, circoncision, veilles, repas, nzimes ; qui défendent en outre d'aller les uns à l'école ou à la maison des autres, pour enseigner ou apprendre à lire, écrire, chanter jouer, danser ou faire tout autre exercice ; d'allaiter, élever les enfans ou pratiquer d'autres choses interdites par lesdits ordres, décrets, constitutions et bulles pontificales ; qui défendent en outre expressement, sous peine d'amende et de prison, de donner du feu aux juifs, et à ceux-ci de faire allumer leur feu par les chrétiens le jour du sabat ou le jour d'une autre fête hébraïque ; qui défendent enfin de se laisser rendre aucun de ces services en tout autre dans de tels jours.

Et afin que cet édit soit à la connaissance de tous, et que personne ne puisse prétendre en ignorer, nous commandons avec beaucoup d'empressement à tous les révérends, recteurs, curés des églises de ces villes, terres, châteaux et lieux de notre juridiction, de publier cet édit le jour de la première fête qui tombe après qu'ils l'auront reçu, et ensuite au moins trois fois dans l'année, c'est à dire dans le premier ou dans un autre dimanche de l'avent, dans le premier ou dans un autre dimanche du carême, et dans le dimanche qui suit la Fête-Dieu. La publication sera faite à haute et intelligible voix, au moment où il y aura le plus grand concours de monde dans l'église. Nous ordonnons de plus qu'à la fin de chaque année il soit adressé à nous ou à nos vicaires le document authentique de ces publications.

Nous recommandons de même aux supérieurs réguliers qui doivent faire lire à leurs sujets les édits et décrets appartenant au saint-office de faire parvenir à la congrégation du saint-office de Rome, ou dans nos mains ou dans les mains de nos vicaires, les mêmes deux fois lecture, selon les formes de la constitution d'Alexandre VII, d'heureuse mémoire, constitution qui commence ainsi: *Licet ubique*, etc. Nous voulons enfin que la copie de cet édit que nous envoyons dans chaque église soit exposée dans la sacristie, un mémoire des susdites choses à observer.

En foi de tout ce que nous avons dit, commandé et ordonné par cet édit, nous l'avons souscrit de notre propre main et y avons apposé le grand sceau de notre saint office

Donné à Forli, à la chancellerie de la sainte-inquisition, ce jour 14 août 1829.

Ita est fr. Angelus-Dominicus Ancarani, *inquisitor, qui supra manu propria.*

Fr. Dominicus Antonelli, *santi officii Forolivii notarius assumptus.*

NOTIFICATION *contre le crime exécrable du blasphème*, publiée par le cardinal Giacomo Giustiniani, évêque d'Imola (2) sous la date du 3 juin 1829.

(Nous retranchons la partie qui concerne les exhortations et le préambule; nous en reservons seulement le dispositif.) "Chacun est obligé de dénoncer dans le délai de trente jours ceux qui se sont rendus coupables de blasphème, de paroles ou de propositions hérétiques. En conséquence, ceux qui, obéissant aux lois de l'Eglise, satisferont à l'obligation prescrite par la présente dénonceront quelque blasphémateur.

"Nous aimons mieux empêcher le mal que de châtier des coupables; mais nous protestons que, contre de pareils attentats, nous procéderons avec toute la rigueur prescrite par les constitutions synodales sur le simple rapport d'un seul témoin digne de foi. Les peines établies contre les blasphémateurs sont : pour la première fois, la condamnation à une amende de 25 écus d'or; 50 pour la seconde, et 100 pour la troisième; et, de plus, le coupable sera puni comme infâme. Si c'est un pauvre homme du peuple (*povera plebeo*), pour la première fois il sera tenu de faire, pendant un jour entier, amende honorable à la porte de l'église; en cas de récidive, il sera fouetté, et la troisième fois il aura la langue percée et sera envoyé aux galères. Les dénonciateurs gagneront outre les dix ans d'indulgence, le tiers de la susdite peine pécuniaire."

(1) Il faut remarquer ici toutes les peines, jusqu'à la peine de mort inclusivement, sont comprises dans ces canons, décrets, etc.

(2.) Le cardinal est encore aujourd'hui à la tête de son diocèse.

NECROLOGIE.

Décédée vendredi, à 1 heure du matin, Marthe Clara DELAUP, née le 15 février 1830.

Consacrer quelques lignes à la mort d'un enfant, c'est remplir une tâche à la fois pénible et consolante: une âme qui se brise à peine échappée des mains de la création ; une destinée qui s'éteint au flambeau du premier soir, cela est navrant, insupportable pour un père, et c'est l'idéal du malheur et du désespoir, qui se réalise dans l'âme d'une bonne mère. Mais pour l'homme qui a vécu, qu'est-ce que la vie ? un tissu d'espérances trompées, de cruelles déceptions, d'amères réalités, quand elles ne sont pas affreuses, au milieu desquelles l'esprit se repose à peine une fois ou deux sur une idée de bonheur. Après cela, que la vie soit, ou non, un passage ici bas, que le néant ou l'immortalité la sujve, qui voudrait plaindre celui à qui le destin enlève tant de maux et si peu de biens!

Mais, faibles que nous sommes, le sentiment l'emporte sur notre raison ; et quand notre cœur est déchiré par ses plus chers attachemens, nous pleurons; nous pleurons la perte de la vie comme celle d'un bien réel. Jamais, du moins, dans un âge plus tendre, enfant ne justifia mieux la douleur et les regrets de ses parens; aux grâces natives dont elle était douée, la nature avait joint le don présent d'une intelligence singulièrement précoce, funeste avant-coureur de la maladie à laquelle elle a succombé en si peu de jours. Gemirait-on que cet enfant de deux ans ½, n'arendu le dernier soupir qu'après avoir dit *adieu* à son père, sa mère, et à tous ses petits compagnons de jeu. Que la terre lui soit légère! elle en eût été l'ornement.

Nous sommes autorisés à annoncer que les personnes suivantes seront soutenues en juillet prochain, à l'élection de représentans:

Zephir Cannonge,	B. Marigny,
Wm. F. Duplessis,	Antonio Ducros,
Albert Hoa,	S. Dixon,
	Felix Labatut.

COMMUNIQUÉ.

M. l'Editeur,—Un grand nombre de vos abonnés vous prient d'annoncer dans votre intéressant journal, le ticket suivant, qui sera soutenu à l'élection de juillet prochain par de

NOMBREUX ELECTEURS.

Louis Allard,	B. Marigny,
L. Pierce,	E. Conrad,
S. D. Dixon,	Zephir Cannonge,
	J. M. Kennedy.

TICKET INDEPENDANT.

Mr. l'Editeur,—Nous vous prions d'annoncer les personnes qui suivent comme candidats pour la Chambre des Représentants, à l'élection de juillet prochain.

UN GRAND NOMBRE d'ELECTEURS.

Zephir Cannonge,	B. Marigny,
Felix Labatut,	Antonio Ducros,
Wm. F. Duplessis,	Albert Hoa,
Charles F. Daunoy.	

COMMUNIQUÉ.

Les personnes suivantes seront soutenues à l'élection prochaine par un FORT PARTI.

Zephir Cannonge,	E. A. Canon,
B. Marigny,	Antonio Ducros,
F. Labatut.	Louis Allard,
	John R. Grymes.

Le navire paquebot NATCHEZ, capitaine Reed, de New-York, est en déchargement au-dessous du marché aux légumes, où les consignataires sont invités à venir prendre livraison de leurs marchandises 7 mai.

Liste Maritime.

PORT DE LA NLLE.-ORLÉANS.

ENTRÉES.

Navire Lotus, Watts, Liverpool, L H Gale.
Brick Aurora, Botts, Savanne, W Tuffts & co.
Brick Pandora, Rea, N York, L H Gale.
Brick Magnolia, Betts, N York, Delaronde.
Goël. Cornelia, Chesfer, St Marc, J Wescott
Goël. Robert Center, Johnson, Mobile, Thomas & Geddes.
Goël. Emperor Corrier, Tampico, S Cucullu.
Goël. Wasp Deaning, Bay Honduras, C J & A B Henshaw.
Goël. Caroline, Staunton, N York, Turne & Beswith.
Goël. Tits, Capo, Matanzas, Estevenel & Courval.

ARRIVÉS.

Bateau de remorque Pilot, des Passes, avec le Chasseur, Barry, l'Envoy, le Monticello et le Grecian. Rien de nouveau en rivière.

Bateau de remorque Porpoise, Davis, de la mer, avec la barque Hercules, Longrope, de Philadelphie, la barque Zilia, Berger, de Bordeaux, par la voie de la Gueydelouppe, et la goël. Express. La barque rapportée en dehors était le David Cannon, Cain, de Liverpool; il a apporté son ancre et ses lettres. Le navire en dehors n'a été pas encore connu.

Bateau de remorque Shark, de la mer, avec le nav. Harlequin, de Liverpool.

Barque Harlequin, Ashton, de Liverpool.

Barque Hercules, Longrope, de Philadelphie.

Barque Zilia, Berger, de Bordeaux, avec un chargement assorti de vins, quincaillerie, marchandises, &c., à A. B. Labatut; A Z Cavelier; Perret & Chevrend, recteurs, curés des églises de ces villes, terres, châteaux et lieux de notre juridiction, de publier cet édit le jour de la première fête qui tombe après qu'ils l'auront reçu, et ensuite au moins trois fois dans l'année, c'est à dire dans le premier ou dans un autre dimanche de l'avent, dans le premier ou dans un autre dimanche du carême, et dans le dimanche qui suit la Fête-Dieu. La publication sera faite à haute et intelligible voix, au moment où il y aura le plus grand concours de monde dans l'église. Nous ordonnons de plus qu'à la fin de chaque année il soit adressé à nous ou à nos vicaires le document authentique de ces publications.

Nous recommandons de même aux supérieurs réguliers qui doivent faire lire à leurs sujets les édits et décrets appartenant au saint-office de faire parvenir à la congrégation du saint-office de Rome, ou dans nos mains ou dans les mains de nos vicaires, les mêmes deux fois lecture, selon les formes de la constitution d'Alexandre VII, d'heureuse mémoire, constitution qui commence ainsi: *Licet ubique*, etc. Nous voulons enfin que la copie de cet édit que nous envoyons dans chaque église soit exposée dans la sacristie, un mémoire des susdites choses à observer.

En foi de tout ce que nous avons dit, commandé et ordonné par cet édit, nous l'avons souscrit de notre propre main et y avons apposé le grand sceau de notre saint office

Donné à Forli, à la chancellerie de la sainte-inquisition, ce jour 14 août 1829.

Ita est fr. Angelus-Dominicus Ancarani, *inquisitor, qui supra manu propria.*

Fr. Dominicus Antonelli, *santi officii Forolivii notarius assumptus.*

NOTIFICATION *contre le crime exécrable du blasphème*, publiée par le cardinal Giacomo Giustiniani, évêque d'Imola (2) sous la date du 3 juin 1829.

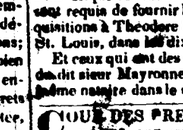
(Nous retranchons la partie qui concerne les exhortations et le préambule; nous en reservons seulement le dispositif.) "Chacun est obligé de dénoncer dans le délai de trente jours ceux qui se sont rendus coupables de blasphème, de paroles ou de propositions hérétiques. En conséquence, ceux qui, obéissant aux lois de l'Eglise, satisferont à l'obligation prescrite par la présente dénonceront quelque blasphémateur.

"Nous aimons mieux empêcher le mal que de châtier des coupables; mais nous protestons que, contre de pareils attentats, nous procéderons avec toute la rigueur prescrite par les constitutions synodales sur le simple rapport d'un seul témoin digne de foi. Les peines établies contre les blasphémateurs sont : pour la première fois, la condamnation à une amende de 25 écus d'or; 50 pour la seconde, et 100 pour la troisième; et, de plus, le coupable sera puni comme infâme. Si c'est un pauvre homme du peuple (*povera plebeo*), pour la première fois il sera tenu de faire, pendant un jour entier, amende honorable à la porte de l'église; en cas de récidive, il sera fouetté, et la troisième fois il aura la langue percée et sera envoyé aux galères. Les dénonciateurs gagneront outre les dix ans d'indulgence, le tiers de la susdite peine pécuniaire."

(1) Il faut remarquer ici toutes les peines, jusqu'à la peine de mort inclusivement, sont comprises dans ces canons, décrets, etc.

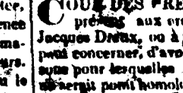
(2.) Le cardinal est encore aujourd'hui à la tête de son diocèse.

POUR ST. MARTINVILLE, ATTAKAPAS, et les ports intermédiaires.



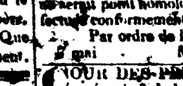
Le beau bateau à vapeur VESTMILLION, capt. de la Houssaye, est prêt à recevoir du fret, et partira pour les ports ci-dits, lundi prochain. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à GRAY, BURRIVE & CO.
7 mai. rue de la Levee, No. 38

POUR PHILADELPHIE.



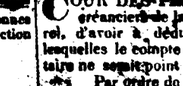
Le brick fin voilier COMMERCE, capitaine Snow, ayant une partie de son chargement engagée, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser au capitaine à bord, au-dessus de la rue Conti, ou à LAUVE & BENEDICT,
7 mai rue de la Douane, No. 38.

POUR LA MOBILE (*Paquebot régulier.*)



Le goëlette neuve LOUISIANA, fine voilière et doublée en cuivre, capt. A. Smith, partira sous peu. Pour fret ou passage, ayant de bons emménagemens, s'adresser à bord, au Bassin, ou à TOURNÉ & BECKWITH,
7 mai Nouvelle Levée, no. 15.

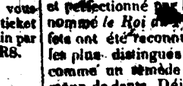
POUR NORFOLK OU RICHMOND,



Le bitek neuf, ARIEL, capit. Smith, ayant besoin d'un peu de fret, pour lequel, ou pour passage, s'adresser au capitaine à bord, en face de la rue Conti, ou à J. W. ZACHARIE & CO.
7 mai

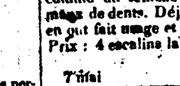
POUR LIVERPOOL.

Le navire A. 1. MARY & SUSAN, capitaine Pierce, ayant une partie de son chargement engagée, partira sans délai. S'adresser à bord, ou à LINCOLN & GREEN.
[7 mai]



On a besoin d'un navire pour prendre 500 à 700 balles de coton et les porter à Portsmouth. Ce fret serait donné également à un batiment qui serait maintenant en charge pour un de ces ports; s'adresser à THEOD. NICOLET & Co.
7 mai

CHANGEMENT DE DOMICILE.



J. P. BOUGENEL a transporté son atelier de SELLERIE de la rue Conti à la rue Condé, No. 23, près la rue Ste. Anne, où comme par le passé, il fera tout ce qui dépendra de lui pour contenter les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.
7 mai—2m.

Les soussignés ayant acheté LE FONDS DE BOULANGERIE de M. L. M. Malleis, prennent le public et leurs amis, qu'ils continuent le même genre d'affaires. Les capitaines de navires, de bateaux-à-vapeur et autres, continueront à trouver dans le dit établissement, toutes qualités de Biscuits, tels que Biscuits français, Biscuits de bord pour la chambre et pour matelots, Pains et Biscuits au beurre, ainsi que des Croquants connus sous le nom de *Boston Crackers*.

D'AQUIN FRÈRES & GREGOIRE.
7 mai—1m

AVIS.—Tous ceux qui ont acheté à la vente publique des biens de M. François Mayronne père, sont requis de fournir leurs billets ou de payer leurs acquisitions à Theodore Seghers, notaire, No. 67, rue St. Louis, dans les dix jours conformément à la loi.

Et ceux qui ont des réclamations contre la succession de dit sieur Mayronne, sont réquis de les présenter au même notaire dans le même délai. 7 mai—3

COUR DES PREUVES.—Avis est donné par le présent aux créanciers de la succession de feu Jacques Dreux, ou à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours les raisons pour lesquelles le compte rendu par le curateur, ne serait point homologué, et le paiement des dettes effectué conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
7 mai MARTIN-BLACHE, régistet.

COUR DES PREUVES.—Avis est donné par les créanciers de la succession de feu François Duval, d'avoir à déduire, sous dix jours, les raisons pour lesquelles le compte rendu par le curateur testamentaire ne serait point homologué.

Par ordre de la cour.
7 mai MARTIN BLACHE, régistet.

ELIXIR TARUYAS, remède infaillible et instantané pour tous les maux de dents, inventé et perfectionné par le célèbre Xavier Chabert, surnommé *le Roi du feu*. Cet elixir, dont les bons effets ont été reconnus et approuvés par les médecins les plus distingués de l'Europe, est offert au public comme un remède certain et prompt pour guérir les maux de dents. Déjà plusieurs personnes de cette ville en ont fait usage et peuvent certifier de son efficacité. Prix : 4 escalins la fiole. A vendre à la pharmacie de F. P. DUCONGÉ.
7 mai Agent de l'inventeur.

AVIS.—Le sieur Alex. Paya, partant pour France, du 8 au 10 du courant, prévient les personnes qui auraient besoin de quelques articles en bijouterie, quincaillerie, gravures et autres, qu'elles seront favorisées d'une grande diminution dans les prix. S'adresser au No. 96, rue de Chartres, à côté de M. Romain
7 mai.

TRAITES sur l'Angleterre, la France et le Nord, à vendre par TH. NICOLET & CC.
7 mai

250 PIÈCES toile d'emballage du Kentucky, première qualité; 500 rouleaux corde d'emballage; 50 balles ficelle, à vendre par YORKE MACALESTER & CO.
7 mai.

270 PEAUX de bœufs sèches; 60 paquets de chevreuils; 25 do. de do. Buffles; 37 do. do. ours, en débarquement du bateau à vapeur Reindeer, et à vendre par YORKE, MACALESTER & Co.
7 mai,

VENTES A L'ENCAN.

PAR ISAAC L. McCOY.

MARDI, 8 du courant, il sera vendu à midi, à la Bourse, le beau brick fin voilier, DOS HERMANOS, avec ses agrès, apparaux et ameublemens, mouillé de l'autre bord du fleuve. Il est de construction espagnole, et n'a que deux ans de service; il peut porter 1200 barils et pourrait aller en mer à peu de frais. Conditions à la vente. 7 mai

PAR ISAAC L. M'COY.

Il sera vendu cet après midi, 7 du courant à l'encoignure des rues Poydras et des Magasins, une quantité de COTON endommagé.

Conditions—Comptant. 7 mai.

PAR T. MOSSY.

MERCREDI, 9 du courant, à 10 heures du matin, il sera vendu rue de Chartres No. 78, sans aucune réserve, le bon magasin tenu sous la raison de Marvin Furst & Co., la dite société étant en liquidation. On annoncera les conditions. 7 mai.

PAR H. J. DOMINGON.

En vertu d'un ordre de l'honorable Courrele Paroisse, il sera vendu jeudi 10 mai, à 10 heures du matin, dans son magasin rue St. Louis, une quantité de MARCHANDISES SECHES abandonnées par Pierre Dugua à ses créanciers. Conditions comptant.

Et le même jour à 4 heures de la après-midi, il sera vendu dans le magasin dudit P. Dugua, rue Bourgogne, sauve Ursulines et Hôpital, une quantité de Meubles, Etagères, Comptoirs et Vitrières, &c. 2 mai

PAR F. DUTILLET.

MARDI, 8 mai prochain, il sera vendu à midi, à la Bourse.

SIX TERRAINS

DE GRANDE VALEUR,

SITUÉS près DE LA NOUVELLE PRISON,

RUE STE. ANNE,

A l'angle des rues Ste. Anne et Robertson,

LES terrains Nos. 1, 4, 5 et 6, face à la rue Ste. Anne, sont remblayés ; le No. 1, faisant encoignure aux rues Ste. Anne et Robertson, est entouré du côté de ces rues, en madriers de chalans tout neufs ; le No. 2 n'est entouré que sur la façade de la rue Robertson et dans la profondeur, également en madriers ; il s'y trouve une cuisine non-terminée ; le No. 3 est entouré sur trois côtés ; le